



MANAGEMENT

Vers un nouvel entrepreneuriat

Et si efficacité économique et rentabilité financière n'étaient pas incompatibles avec un bon impact social ? Alors que le monde change à toute vitesse, que les pays occidentaux semblent condamnés à une crise de langueur, que les besoins sociétaux vont augmenter avec une vigueur telle que l'État ne pourra pas y répondre seul. « *Seule une union des acteurs des secteurs publics, privé lucratif et privé non lucratif, permettra de répondre aux enjeux de demain* », affirme Jean-Marc Borello, dans son ouvrage *Pour un capitalisme d'intérêt général*. Un projet qui n'a rien d'utopique pour le président du groupe SOS, délégué national du parti En marche ! du candidat Macron.

Dans son ouvrage, on ne trouvera pas de promesses de lendemains qui chantent mais une invitation à transformer la finalité de l'économie et de l'entreprise en supprimant les excès du capitalisme financier.

L'auteur part d'un constat : l'organisation économique qui a prévalu pendant les « trente glorieuses » n'est plus adaptée aux besoins de la société actuelle. L'entreprise capitaliste est passée sous la coupe des actionnaires et de leur principe absolu de maximisation du dividende.

La sphère publique n'a plus les moyens de ses fonctions, qu'elle assure de moins en moins bien. Le modèle associatif n'est pas épargné par les failles : « *Son modèle économique, arc-bouté sur le*



POUR UN CAPITALISME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

de Jean-Marc Borello (Débats publics, 193 p., 18 euros).

principe non lucratif, apparaît à présent inadapté aux exigences actuelles et de moins en moins dépositaire de l'intérêt général. »

Jean-Marc Borello souhaite établir « *des connexions entre les systèmes économiques ; non pas une fusion, mais un système de réconciliation entre le monde du capitalisme et le monde de l'économie sociale et solidaire* ». Il invite à la construction d'un capitalisme d'intérêt général, un système mixte à trois acteurs : le secteur lucratif, le secteur non lucratif et le secteur d'intérêt général.

Pour que ce modèle tripartite puisse éclore, l'image du secteur social doit changer, en montrant que les sujets d'efficacité économique ne lui sont pas étrangers. Le cadre juridique aussi, « *pour permettre l'émergence de nouveaux projets et créer le modèle économique qui rend possible leur mise en œuvre, en particulier faciliter l'accès des entreprises du social au financement* ». Du côté du capitalisme, il s'agit de réhabiliter la notion d'entrepreneur, et d'interroger celle de capital pour retrouver un actionariat de temps long. ■

MARGHERITA NASI